

ANNABA

Prévention et lutte contre la corruption

Dix mille agents d'institutions de l'Etat ayant des conventions avec l'Organe national de prévention et lutte contre la corruption (ONPLC) seront formés à la lutte contre le fléau de la corruption, a annoncé Kamel Amalou, chef de la division de la Coordination et de la coopération internationale, une des trois structures de l'ONPLC.

Cette annonce a été faite mardi à l'Ecole préparatoire en sciences économiques, commerciales et sciences de gestion (EPSE) de Annaba qui a abrité une conférence sur un sujet sensible et qui est l'objet, ces dernières semaines, de procès lourds traités par la justice. Devant un parterre de cadres d'entreprise, d'administration, professeurs et étudiants de l'école, Kamel Amalou a choisi pour sa conférence le thème «Prévention et lutte contre la corruption». Le conférencier estime, de prime abord, que l'ONPLC tend à avoir un rayonnement national,

même s'il n'a pas actuellement une présence physique à travers l'ensemble des régions du pays et que la loi autorise son organe à mobiliser tous les moyens de l'Etat pour lutter contre la corruption. Il soulignera qu'au-delà des aspects moral et dissuasif, il faut commencer par plusieurs paliers dont le premier est celui du contrôle. Donc, pour lui, l'effort est concentré sur le contrôle interne, mais en même temps, il est aussi nécessaire de développer des relations avec l'enseignement supérieur et la recherche pour un travail scientifique sur le fléau, comportant

les aspects sociologique, économique et autre. Evoquant les risques de la corruption, l'intervenant indiquera qu'il y a une demande et une offre de corruption dans toute société. Il citera en exemple un parent de bachelier ayant obtenu une moyenne de 11/20 et qui essaie de le faire inscrire en Faculté de médecine, alors que sa moyenne ne le permet pas. Quand le citoyen est devant un refus d'une manière délibérée ou non, toutes les situations sont possibles pour qu'il recoure à l'intervention, dira-t-il. Lors du débat, qui a vu la participation d'universitaires et de cadres d'entreprises étatiques et privées, la bonne gouvernance est revenue plusieurs fois dans les interventions des présents. «Comment voulez-vous lutter contre la corruption quand vous avez un système basé dans son ensemble sur la corruption ?» s'interroge un présent à la

conférence. Un autre énumérera les affaires de corruption mettant en cause de hauts cadres et commis de l'Etat «sans pour autant que les pouvoirs publics n'engagent les poursuites judiciaires nécessaires pour mettre un terme à la rapine et aux dilapidations des deniers publics. «Quand les élections locales et nationales sont marquées par le recours à la chkara (sac-poubelle contenant des liasses de dinars), on ne peut que désespérer de ce pays», dira, dépité, un autre intervenant. Il rappellera par la même occasion les révélations des medias sur l'implication, entre autres, de quelque 63 maires et plusieurs centaines d'autres élus dans ces affaires. «Donc, la transparence synonyme d'une bonne gouvernance n'existe pas encore dans le pays», fera remarquer un universitaire. Et pour atténuer un peu les accusations de

corruption à tout bout de champ de la vox populi, le conférencier dira qu'on n'est pas dans la corruption systématique mais dans celle opportuniste. «Les risques existent mais il ne fallait pas arriver au désespoir», a estimé, pour sa part, Ghai Ahmed, membre de veille de l'ONPLC qui accompagne Kamel Amalou dans sa virée annabie. Entrant dans le cadre de la célébration, par l'EPSE, de la Journée nationale de l'étudiant, la conférence de ce dernier mardi constitue également la dernière de la série de conférences initiées tout au long de l'année universitaire 2014/2015 par la direction de cette école préparatoire. Les choix du directeur Mahfoud Benosmane de personnalités de divers horizons socio-économiques sont faits dans le but d'apporter un plus aux connaissances des étudiants de l'école.

A. Bouacha

SAISON ESTIVALE

À JIJEL

Les préparatifs vont bon train

Pour garantir un bon déroulement de la prochaine saison estivale, les autorités locales déploient d'importants moyens humains et matériels.

664 jeunes ont été recrutés dans le cadre du programme «Blanche Algérie» pour le nettoyage et l'entretien des plages de la wilaya de Jijel durant la prochaine saison estivale, selon la cellule de communication de la wilaya.

Cet effectif, réparti sur un total de 83 projets, n'inclut pas les ouvriers communaux devant renforcer ces équipes. Cette importante opération de recrutement contribue à la résorption du chômage et à apporter une aide précieuse aux collectivités locales, ces ateliers seront chargés exclusivement du nettoyage de toutes les plages autorisées à la baignade.

Il est à rappeler qu'une enveloppe financière de 100 millions DA a été dégagée au profit des communes côtières de la wilaya dont 60 millions de dinars octroyés par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales destinés à l'acquisition de miradors, de bouées de balisage, de cabines combinées, de chalets garde-côtes et de cabines sahariennes.

Il est à signaler que la wilaya de Jijel compte 22 plages ouvertes et autorisées à la baignade.

Pour la prochaine saison estivale, la Direction du tourisme de la wilaya a proposé l'ouverture de 3 autres plages ; il s'agit, selon le directeur du secteur, des plages de Melmeche et Mersidi à Ziana Mansouriah et la plage de Kissir à El Aouana. Par ailleurs, suite à des instructions données lors d'une réunion de préparation, tenue au siège de la Wilaya récemment par des cadres du département de l'intérieur concernant les préparatifs de la prochaine saison estivale, les autorités locales, notamment la commune du chef-lieu de wilaya, ont déclaré la guerre contre le squat des plages.

A ce sujet et lors de notre virée au front de mer et à la plage de Kotama, nous avons constaté que ces baraques de fortune ont disparu du paysage de ce splendide site de la ville. Une action chaleureusement accueillie par les riverains qui ne cessent de tirer la sonnette d'alarme concernant la pagaille qui a sévi dans ce quartier ces dernières années.

Aussi, ils souhaitent que la lutte contre le squat ne soit pas une action éphémère car certains squatteurs ont déjà dressé des parasols tout au long de ladite plage, barrant ainsi l'accès aux baigneurs.

B. M. C.

CENTRE UNIVERSITAIRE DE MILA

Des ambitions et des atouts à faire valoir

Installé à la tête du centre universitaire Abdelhafid-Boussouf de Mila en octobre 2014, le professeur Abdelwahab Chemame, ce pur produit de l'Université algérienne, qui était, avant d'atterrir à Mila, vice-recteur chargé de la pédagogie et directeur d'un laboratoire de recherche à l'université Mentouri de Constantine, reste très optimiste quant à l'avenir de ce centre, créé par décret exécutif N°08/204 du 9 juillet 2008, et ouvert aux étudiants en 2008-2009.

Dans un point de presse improvisé, à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de l'étudiant, le professeur Chemame considère que le centre de Mila a beaucoup de chance, en «démarrant fort et bien, par rapport à ce qu'on a vécu ailleurs et auparavant».

C'est un temple moderne, bien équilibré dans ses parties équipements pédagogiques et œuvres universitaires et son extension évolue d'une manière acceptable, donc il est appelé à prendre d'autres dimensions, plus tôt que prévu, et va rayonner d'une manière très positive sur toute la région.

Tournant, actuellement, avec près de 6 500 étudiants et 302 enseignants, un encadrement, estime-t-il, de faible rang magistral puisque 5 seulement ont un rang de professeur et 18 maîtres de conférences, mais avec un apport, qui est en cours de finalisation, très satisfaisant.

Le centre Abdelhafid-Boussouf dispose de 8 amphithéâtres d'une capacité de 2 000 places pédagogiques, 44 salles de travaux dirigés et 26 laboratoires, 2 laboratoires de langues de 40 places chacun, 2 bibliothèques de 500 et 250 places disposant de 6 218 titres et 36 887 ouvrages et une médiathèque (salle d'internet) de 52 micros.

Le centre disposera, dès la prochaine rentrée (2015-2016), de 2 000 nouvelles places pédagogiques. Quant aux domaines de formation, 6 filières sont assurées actuellement pour la licence, à savoir, les sciences économiques, commerciales et de gestion (1 452 étudiants), mathématiques, informatique (996), sciences et technologies (110), sciences de la nature et de la vie (1 573), langue et littérature arabes (1 378) et langues étrangères (168). Pour la formation en Master, 8 filières sont ouvertes.

Le centre projette l'ouverture



Photo : DR

d'autres filières, à l'instar de l'agronomie, l'information et la communication, l'histoire et le droit.

Côté œuvres universitaires, le centre de Mila dispose de 3 résidences d'une capacité de 1 000 lits chacune et 1 000 autres dès la prochaine rentrée, 2 restos de 500 places chacun, 2 foyers, 2 salles d'internet, 1 salle omnisports et 4 aires de jeux. Toutes ces infrastructures ont été mises à la disposition des 3 157 étudiants résidents de l'année en

cours, dont 2 655 filles et 502 garçons.

Le directeur du centre, qui semble maîtriser parfaitement son dossier, est très optimiste quant à la réalisation de toutes les projections initiées, à court, moyen et long terme, et Dieu sait qu'elles sont nombreuses, afin de faire de cet acquis un vrai temple du savoir et de recherche scientifique et dont les ramifications et le rayonnement dépasseront le cadre local et national.

Abdelmadjid M'haïmoud

Une académie Cisco à Sétif

L'Institut international de commerce et de gestion (INCG Sétif Business School) vient d'être agréé en tant qu'académie régionale Cisco et a bénéficié également d'un partenariat avec l'université canadienne Stratt Executive.

Fruit d'un partenariat conclu entre l'Istec de Paris (Institut supérieur des sciences, techniques et économie commerciales) et le cabinet Strofima de Sétif (un cabinet de conseil, d'accompagnement des entreprises et de formation), un institut de management, l'INCG Sétif Business School) vient de passer à la vitesse supérieure en devenant une académie régionale de l'américain Cisco.

A cette occasion, une cérémonie a été organisée hier en présence du professeur Gilles Cloutier,

président de Stratt Executive University et président d'honneur du conseil scientifique de l'INCG, du Dr Hamid Guennaoui, expert international en informatique et représentant de Cisco Networking Academy, et du Pr Rachid Amokrane, expert international en management.

Ce partenariat signé entre l'INCG de Sétif avec les américains Cisco et les Canadiens de Stratt Executive University sera à même de faire accéder la région de Sétif à un niveau académique supérieur.

Selon le directeur de l'INCG, M. Ali Mansouri, «ce partenariat a pour objectif d'améliorer la formation destinée aux étudiants et aux patrons des PME de la région de Sétif. Elle permet également de renforcer le corps des enseignants de l'INCG qui est constitué majoritairement de professeurs des grandes écoles étrangères».

Notons qu'en adhérant à Cisco, l'INCG de Sétif pourra dispenser le programme académique, le Cisco Networking Academy. C'est un programme de formation aux technologies des réseaux et d'internet, indispensables aux entreprises contemporaines. Ce programme permet d'acquérir les connaissances nécessaires pour concevoir, mettre en œuvre et maintenir un réseau informatique, et a pour prin-

cipaux objectifs de favoriser le développement et l'accompagnement des technologies avancées en réduisant la carence de professionnels et aider à l'insertion et à la reconversion professionnelle.

Il s'inscrit en complément des formations traditionnelles des établissements d'éducation publics ou privés. Novateur, le programme Cisco Networking Academy est un outil qui fait appel à l'e-learning : le format des cours repose sur un support multimédia, il s'appuie sur l'utilisation professionnelle, il met à la disposition des enseignants et des étudiants des ressources pédagogiques sur un serveur de communauté mondial, facilitant le partage et la transmission des connaissances.

Imed Sellami